

Débat entourant le discours du trône;

**STÉPHANE BERGERON ENJOINT JUSTIN TRUDEAU
DE RESPECTER LA CONSTITUTION QUE SON PÈRE A IMPOSÉE AU QUÉBEC!**

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 25 septembre 2020 – Le premier ministre Justin Trudeau est intervenu à la Chambre des communes, le 24 septembre dernier, dans le cadre du débat entourant le discours du trône prononcé la veille par la gouverneure générale du Canada. Cette fois, il a dû faire face aux réactions et questions des partis d'opposition. C'est dans ce contexte qu'il a été interpellé par le député de Montarville, M Stéphane Bergeron.

«J'entendais le premier ministre dire que les conservateurs auront certainement à répondre à un certain nombre de questions... Je pense que le premier ministre devra aussi répondre à ces questions, notamment en ce qui concerne les aînés. Après avoir mis l'accent sur eux pendant son allocution, il devra dire pourquoi, pour la première fois, il crée deux catégories d'aînés; les "jeunes" aînés et les "vieux" aînés. Il devra aussi répondre à un certain nombre de questions en ce qui a trait à *WE Charity*», de lancer Stéphane Bergeron.

Le député de Montarville a ensuite souligné les incohérences d'Ottawa, qui, après avoir sans cesse coupé dans les soins de santé au fil des ans, veut dire au Québec comment dépenser la portion congrue de l'argent qu'il lui verse encore et qu'il prélève pourtant dans la poche des Québécoises et Québécois: «Le gouvernement fédéral ne gère aucun hôpital. Il ne gère aucune résidence pour personnes âgées. Or, il prétend pouvoir donner des leçons aux provinces et au Québec, qui ont l'expertise en la matière, plutôt que de simplement leur transférer les sommes requises pour assurer des services de qualité sur leur territoire».

«Dans un élan condescendant, voire méprisant, le premier ministre a dit que nous voulons un chèque en blanc. Nous ne voulons pas un chèque en blanc. Nous demandons simplement que le gouvernement fédéral respecte ses engagements, soit de contribuer à 50 % des frais relatifs aux soins de santé au Canada; nous demandons simplement que le gouvernement fédéral respecte la constitution que le père du premier ministre a enfoncée dans la gorge du Québec!», de conclure Stéphane Bergeron.

– 30 –

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)